



26 mars 2018

(18-1801)

Page: 1/1

Original: anglais

INDE – MESURES LIÉES AUX EXPORTATIONS

DEMANDE DE PARTICIPATION AUX CONSULTATIONS

Communication présentée par le Canada

La communication ci-après, datée du 23 mars 2018 et adressée par la délégation du Canada à la délégation de l'Inde, à la délégation des États-Unis et au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 4:11 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Conformément à l'article 4:11 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémorandum d'accord), le gouvernement du Canada fait savoir qu'il désire être admis à participer aux consultations qui ont été demandées par les États-Unis conformément aux articles 1^{er} et 4 du Mémorandum d'accord et aux articles 4 et 30 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC) au sujet de certaines mesures de subventionnement à l'exportation alléguées de l'Inde. La demande des États-Unis figure dans le document WT/DS541/1.

Le Canada a un intérêt commercial substantiel dans la présente procédure qui concerne des subventions à l'exportation alléguées prohibées. L'Inde est un partenaire commercial important pour le Canada. Les importations de marchandises en provenance d'Inde ont augmenté de manière constante entre 2008 et 2017, passant de 2,24 à 4,16 milliards de dollars EU, soit une augmentation de 85,9%. Les mesures en cause dans la demande de consultations visent un large éventail de produits et pourraient avoir une incidence sur les conditions de concurrence non seulement au Canada, mais aussi pour les produits similaires canadiens sur les marchés de pays tiers.

Du fait de cet intérêt commercial substantiel, le Canada demande à être autorisé à participer aux consultations relatives au présent différend.

Une copie de la présente lettre est envoyée au Président de l'Organe de règlement des différends, qui est prié de la faire distribuer aux Membres.
